

CI3FF

Centre d'information
sur les droits des femmes
et des familles

Charente

Mieux informées,
plus fortes



Rapport d'activité

2025

SOMMAIRE

Le mot de la présidente

Présentation du CIDFF de la Charente

Repères 2025

Bilan des actions 2025

- L'information juridique
- Le service emploi
- Le soutien à la parentalité
- Le PEP'S : programme de réussite éducative
- Le PEP : point d'écoute psychologique
- Le pôle de prévention des violences sexistes et sexuelles
- La prévention de la prostitution
- L'accompagnement au deuil

La parole à nos bénéficiaires

La vie associative

Bilan Financier

Financeurs- Partenaires

Le mot de la présidente

En France, dans son rapport publié en janvier 2026, le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes appelle à s'attaquer aux racines du sexisme : 75 % des femmes estiment ne pas avoir eu le même traitement que leurs frères dans la vie de famille, près de la moitié des 25-34 ans pense que c'est également le cas à l'école et 92 % des vidéos pour enfants contiennent des stéréotypes genrés. Ces trois chiffres sont révélateurs des causes du sexisme persistant et des inégalités ancrées dans la société. Famille, école et numérique sont les trois principaux incubateurs qui inoculent le sexisme aux enfants dès le plus jeune âge.

Face à la progression des mouvements anti-choix, anti-droits et masculinistes aujourd'hui largement documentée, nous n'avons jamais eu autant besoin du féminisme, le féminisme entendu comme mouvement de lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes et, par conséquent, pour l'émancipation des femmes. Plus d'un homme de 16-34 ans sur trois consulte des contenus masculinistes et un homme sur deux considère que les hommes sont trop souvent accusés de violences sexuelles exagérées ou mensongères. Lors des interventions scolaires, les professionnelles font face à ces discours profondément antiféministes de plus en plus présents chez de jeunes garçons prompts à promouvoir les critères de la virilité. Le CIDFF de Paris et la Fondation des femmes ont d'ailleurs reçu une lettre de menace masculiniste.

Chaque jour, les associations féministes de terrain comme les CIDFF œuvrent pour faire de l'égalité une réalité, pour faire connaître aux femmes leurs droits. Maillons essentiels du combat pour une société égalitaire dans les faits, les CIDFF constituent une partie de la solution face à la persistance des inégalités et du sexisme.

L'année 2024 nous faisait redouter une évolution défavorable des financements, l'année 2025 a confirmé nos craintes. La situation « est problématique mais pas dramatique ». En 2025, le soutien de nos partenaires (services publics, Fondations, notamment) a été réel et je les en remercie. Les obligations salariales nouvelles (prime Ségur) qui correspondent à la reconnaissance du travail accompli sur le terrain certes, expliquent en partie la mise en difficulté nos résultats. Malgré des recherches d'autres financements (mécénat, prestations) notre mobilisation n'a pas permis de stabiliser nos finances. Il est évident qu'une structure fonctionne difficilement quand la réponse à un projet n'arrive qu'au deuxième semestre de l'année, quand il faut attendre plusieurs mois avant la rémunération d'une action ! Le rapport financier en apporte la preuve.

Il nous faut revisiter nos actions, nos projets, en chercher de nouveaux, identifier de nouvelles perspectives, répondre à de nouveaux besoins. Une feuille de route plus précise sera présentée au CA du mois de septembre. Ce travail est entrepris avec l'ensemble de la structure, salariées et administratrices.

En 2025, plusieurs changements ont eu lieu dans l'équipe des professionnelles. Nous avons accueilli Violette Loyer en remplacement de Marie-Noëlle Chaban, partie à la retraite ; Jessica Cordoba suite au départ de Marine Bonneau et Caroline Rodier en qualité de conseillère en insertion.

Hélas, notre association a été durement touchée par la maladie et le décès de l'une de ses professionnelles, Véronique Viollet, à l'âge de 58 ans. Nous renouvelons ici nos plus sincères condoléances à sa famille et plus particulièrement à sa fille.

Je remercie sincèrement nos professionnelles pour leur travail, leur engagement, elles qui vivent les difficultés concrètes des femmes, bien au-delà des seuls chiffres.

Je remercie également l'engagement sans faille des militantes bénévoles et des administratrices : le CIDFF a encore gagné en visibilité grâce aux actions qu'elles ont menées cette année.

Tout autour de vous, vous n'avez pas été sans remarquer les magnifiques portraits de femmes réalisés par Max Aaronson. Cette exposition « Révélées » pilotée par Le CIDFF16, à la demande de la préfecture de la Charente, a permis à 10 victimes de violences sexistes et sexuelles de montrer qu'elles étaient debout, envers et contre tout.

Enfin nous avons le plaisir de d'accueillir tout à l'heure madame la Présidente du Tribunal Madame Blanc pour un échange sur l'évolution du droit face aux violences sexistes et sexuelles.

Evelyne Videau, Présidente

CIDFF de la Charente

Créé en 1982, le CIDFF de la Charente est une association, administrée par des bénévoles élu·es, mobilisé·es sur un projet social mis en œuvre par une équipe de salarié·es.

Il exerce une mission d'intérêt général confiée par l'État, dont l'objectif est de promouvoir et construire l'égalité entre les femmes et les hommes, de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et de lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

Notre organisation

Le CIDFF de la Charente est adhérent de la Fédération Nationale des CIDFF. La fédération assure, dans le cadre de sa convention d'objectifs avec l'État (Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes), la direction nationale du réseau des CIDFF, le soutien technique et méthodologique des 98 CIDFF et 13 fédérations régionales. Centre de ressources, de documentation et de formation, la FNCIDFF assure une veille juridique et sociale permanente et forme les professionnel·les de son réseau. Elle représente aussi le réseau des CIDFF auprès des ministères, administrations, instances nationales, européennes et internationales.

L'adoption du nouveau projet associatif en 2025 réaffirme un féminisme de terrain et universel centré sur la réponse aux besoins des femmes en faisant le constat de la persistance des inégalités de genre.

Nos objectifs et modes d'actions

- L'information, l'orientation et l'accompagnement des personnes pour l'accès aux droits dans une approche globale des situations.
- La promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.
- Favoriser l'accès et/ou le retour à l'emploi des femmes sur le marché du travail en intégrant une approche d'élargissement des choix professionnels.

Nos engagements

- Accueil inconditionnel
- Gratuité
- Confidentialité

REPERES 2025

4 106 personnes accueillies (contact téléphonique, visite physique, mail...)

1229 entretiens assurés par les juristes

538 entretiens assurés par les psychologues

329 femmes victimes de violences ont bénéficié d'un entretien individuel avec le CIDFF

318 femmes informées et orientées
par les conseillères emploi

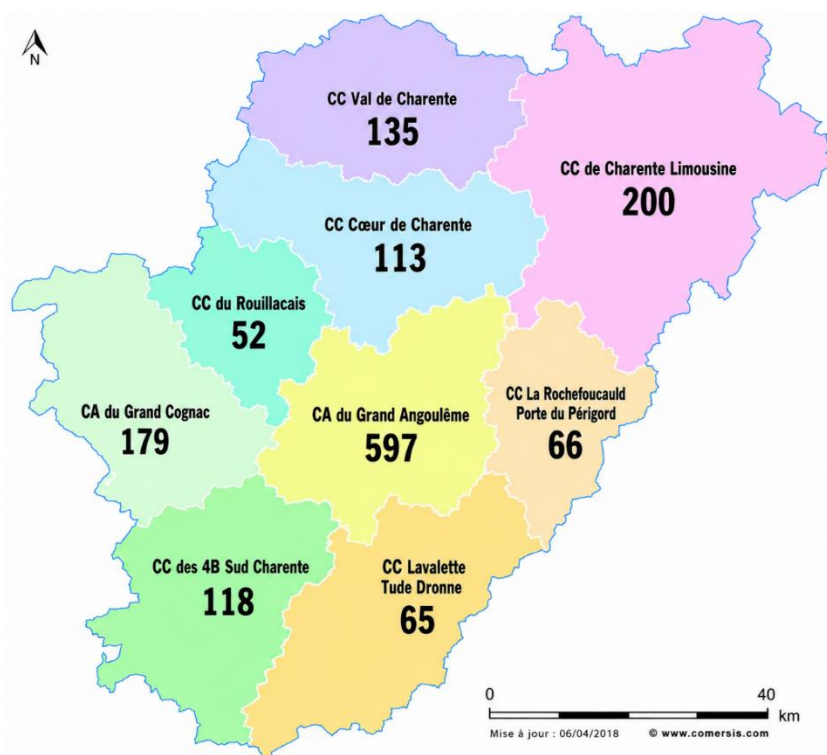
1331 personnes dont 542 jeunes sensibilisées
lors d'actions collectives

12 professionnelles : chargée d'accueil, assistante de gestion, juristes, conseillères emploi, psychologues, conseillère conjugale et familiale, médiatrice familiale, direction

En 2025, 74% des femmes reçues au CIDFF sont monoparentes et 36% d'entre elles sont en situation de précarité. Ces chiffres restent stables par rapport à l'année précédente.

Une couverture sur tout le Département

Origine géographique des personnes reçues



PERMANENCES D'INFORMATION JURIDIQUE DU CIDFF 16

Prise de rendez-vous
au 05.45.92.34.02

MERCREDI

2ème après-midi :
La Rochefoucauld
Espace France Services
1 rue de l'Aumônerie

JEUDI

1er après-midi :
Vars
Espace France Services
RDV au 05.45.38.21.88

3ème après-midi :
Aigre
Espace France Services
RDV au 05.48.17.04.10

4ème après-midi :
Brie
Espace France Services
RDV au 09.79.35.59.45 ou
05.45.69.96.89

MARDI

2ème après-midi :
Jarnac
Espace France Services
16 rue Dogliani

3ème après-midi :
Angoulême Famili'Bulle
4 place du Champ de Mars

4ème après-midi :
Ruffec
CCAS
7 bd des Grands Rocs

VENDREDI

1er après-midi :
Barbezieux
MDS
6 avenue Pierre Viaud

2ème après-midi :
Cognac
MDS - Villa François 1er
121 bd Denfert Rochereau

3ème après-midi :
Terres-de-Haute-Charente
Espace France Services
RDV au 05.86.84.05.67

Les CIDFF proposent des informations juridiques* lors d'entretiens confidentiels.

*Sont considérées comme des informations (au sens du présent chapitre) les données à caractère documentaire et les renseignements juridiques délivrés de façon gratuite et exclusive de toute consultation.

Juridique (au sens de la loi N°71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques) à l'occasion d'entretiens individuels ou collectifs dans des permanences prévues à cet effet (Décret relatif à l'agrément des CIDFF N°2015-1745 du 23 décembre 2015, art. D.271.1).

Bilan des actions 2025

L'information juridique

❖ Connaître ses droits et ses obligations, c'est aussi avoir les moyens de les mettre en œuvre

- Un accueil tout public.
- Une information et/ou orientation dans tous les domaines juridiques.
- Des rendez-vous anonymes, confidentiels et gratuits

Deux juristes professionnelles assurent le point d'accès aux droits au travers de 11 permanences sur l'ensemble du territoire charentais. Présent dans les instances du centre départemental d'accès aux droits (CDAD) dont il est un des membres fondateurs, le CIDFF a à cœur de s'inscrire en complémentarité avec les autres dispositifs existants sur le territoire en termes d'accès aux droits.

2 nouvelles permanences dans les
Espaces France Services du territoire
en 2025 :

Aigre

Terres-de-Haute-Charente

Notre participation à la Maison des Femmes
départementale s'est poursuivie :

Permanences, réunions de coordination, ...
avec un travail de partenariat et un projet
d'évolution.

Les chiffres clés 2025

DIX PERMANENCES

- 1229
- 3491 demandes d'information

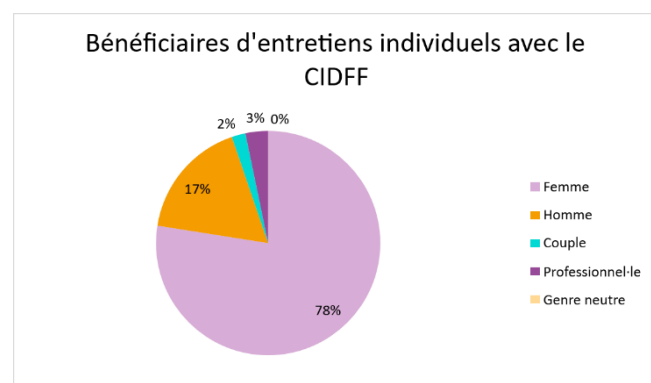
Depuis mai 2018, un numéro unique (05.40.24.62.62) a été mis en place pour les habitant-es de la Nouvelle-Aquitaine. Un-e juriste d'un des CIDFF de la Nouvelle-Aquitaine répond aux questions du lundi au jeudi de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 et le vendredi de 09h00 à 11h00, le CIDFF de la Charente assurant la permanence le lundi matin.

En 2025, **147** personnes ont été informées par le biais de notre permanence téléphonique.

Catégorie de demandes	%
Droit de la famille	53%
Lutte contre les violences sexistes et sexuelles et discriminations	22%
Droit du travail	4%
Parentalité, conjugalité	3%
Aide aux victimes (droit pénal)	2%
Droit des étrangers	1%
Droit du logement	3%
Droit, démarches et aides sociales	8%
Autres	4%
Total	-

- 20 % des personnes reçues en permanences délocalisées
- 67 % des personnes reçues en présentiel, 32 % par téléphone, 1 % par mail
- 90 % des personnes viennent au CIDFF pour la première fois
- 52 % des personnes sont orientées par les partenaires

Les profils des personnes reçues



- 28 % sont en grande précarité (titulaire des minima sociaux)
- 35 % viennent des zones rurales
- 11 % viennent des Quartiers Prioritaires de la Ville
- 46 % sont des personnes seules
- 21 % ont moins de 35 ans, 19 % plus de 56 ans

Les actions collectives

Les animations collectives sont complémentaires. Elles permettent des sensibilisations sur des champs divers qui en permettant la prise de conscience de droits, peuvent déboucher sur des entretiens individuels.

Ces interventions sont réalisées au moyen de supports ludiques créés par le CIDFF et régulièrement actualisés (quizz, jeux ...) sur les thèmes des droits au quotidien, du droit du travail, des discriminations, du droit de la famille...

Le travail transversal avec le service emploi initié s'est poursuivi et a généré plusieurs interventions dans le cadre d'ateliers auprès de demandeur-euses d'emploi.

Les perspectives 2026

Répondre aux besoins des personnes et notamment ceux qui sont les plus isolé-es reste une des priorités du CIDFF. Dans ce cadre, d'autres contacts vont être pris avec des Espaces France Services afin d'étendre nos possibilités de permanences juridiques.

La participation à la Maison des Femmes Départementale évolue afin de proposer des ateliers collectifs sur la thématique du droit au quotidien en complément des permanences.

Insertion professionnelle

Agir pour favoriser l'autonomie des femmes et développer la mixité en entreprise

Dans le cadre de son service emploi le CIDFF de la Charente assure une fonction gratuite d'accueil, d'information et d'orientation des femmes en recherche de solutions professionnelles en vue de faciliter leur insertion en accédant à un emploi, en intégrant un parcours de formation, en accédant à une qualification ou en créant son activité.

L'objectif est de recevoir toute femme ayant une question, un besoin sur un conseil professionnel et hors professionnel. Notre mission lors du premier accueil est d'orienter si nécessaire les femmes vers le droit commun en priorité et/ou les autres services du CIDFF.

Le service Emploi du CIDFF est accessible à toute femme quel que soit son statut (demandeuse d'emploi, femme au foyer, salariée, femme en congé parental ...) souhaitant bénéficier d'un appui ponctuel dans le domaine :

- ✓ De la recherche d'emploi
- ✓ De l'élaboration d'un projet professionnel
- ✓ De l'accès à la qualification (mise en place de parcours de formation intégration du service public de la formation et ou de démarche VAE).

L'accueil emploi de définir les besoins et de faire un état des lieux partagé, puis d'orienter la personne vers la ou les structures adaptées à la demande, en vérifiant les dispositifs de droit commun ou de proposer un accompagnement individuel et/ou collectif au sein du CIDFF.

L'expertise des CIDFF sur l'élargissement des choix et la mixité des métiers leur permet d'assurer des actions de sensibilisation et de formation, notamment auprès des jeunes.

Les chiffres clés 2025

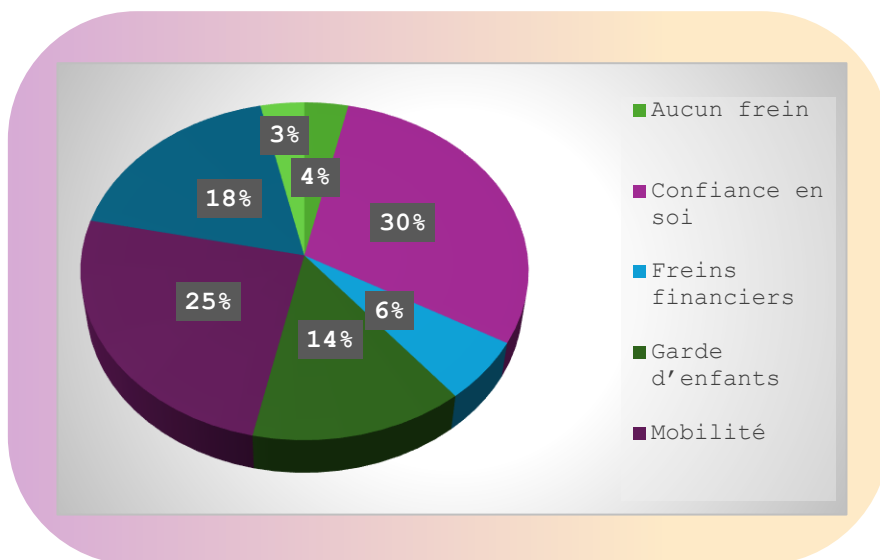
- 90 femmes accueillies au sein du service emploi => 31 accompagnées
- Deux cycles d'atelier « Se Mobiliser Ensemble » avec la participation de 20 femmes : 10 séances par cycle et un bilan à 3 mois
- Participation à 5 salons emploi qui ont permis d'informer, orienter et conseiller 152 personnes

Élargissement des choix professionnels :

4 ateliers collectifs

Métiers du Bâtiment, de l'industrie, de l'Agriculture
et des Espaces Verts

Les freins des personnes reçues



- **VAE :**

Le marché a été renouvelé en juillet 2025 pour 3 ans.

- 24 personnes reçues dont 66% de femmes
- 38 entretiens d'1h en moyenne
- 4 informations collectives
- 1 réunion par mois d'échange de pratiques

- **Plan local pour l'insertion par l'emploi (PLIE) dispositif cofinancé par le Grand Angoulême et le Fond Social Européen (par l'intermédiaire du Département)**



- Objectifs de l'action

Permettre à un public féminin rencontrant de réelles difficultés d'insertion professionnelle (et engagé dans une démarche volontaire) de se remobiliser, d'améliorer leur situation sociale, de mettre en œuvre des actions leur permettant d'accéder à un emploi, de reprendre un parcours de formation ou de créer leur activité.

Les chiffres clés 2025

27 sorties dont :

- 08 sorties positives :
 - 04 CDI temps plein ou choisi : 1 au poste de caissière, 1 poste d'agent de service en EHPAD, 02 agents de nettoyage industriel,
 - 01 CDD sup à 06 mois temps plein au poste d'agent d'entretien en collectivité,
 - 03 CDDI au sein de la Croix Rouge insertion (chantier espaces verts et logistique)
- 05 sorties dynamiques :
 - 01 entrée en formation certifiante (CAP pâtisserie)
 - 02 CDI ou CDD sup à 06 mois à temps contraint : 01 CDI temps contraint au poste d'agent d'entretien, l'autre en CDI temps contraint aussi au poste d'intervenante à domicile ;
 - 02 sorties atteinte des objectifs d'accompagnement
- 14 sorties autres :
 - 04 abandons de parcours
 - 05 autre suivi (retour accompagnement France Travail)
 - 01 orientation vers un autre dispositif (parcours santé)
 - 01 refus de la démarche d'un parcours
 - 01 déménagement
 - 01 pour des problèmes de santé (ces personnes pourront re- intégrer le PLIE dès rétablissement et aussi si elles le souhaitent)
 - 01 pour des raisons familiales.

Ateliers collectifs ENVOL (Emploi, Naissance d'un projet, Volontaire, Organiser, Libre de ses choix)

Objectif : l'objectif de ces ateliers est de renforcer la mobilisation des participant.e.s en travaillant sur la dynamique et l'intelligence collective.

9 participants / 10 séances avec un bilan à 3 mois

Perspectives 2026

Poursuite du travail spécifique sur l'élargissement des choix professionnels avec le renforcement du partenariat avec l'ERIP.

Travail sur l'insertion professionnelle autour de la thématique particulière du burn-out.

Travail sur l'emploi des femmes « séniors » : ateliers Grand Angoulême

Le pôle de prévention et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles

Les actions qui sont poursuivies au sein de ce projet ont pour objectif de répondre à ce phénomène de violences sexistes et sexuelles sous les différentes dimensions : prévenir et agir.

Le pôle de prévention et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles s'articule autour de 3 axes d'intervention :

➤ **Prévention par la sensibilisation et l'information en direction de tous les publics : 2 types d'actions**

Actions spécifiques de sensibilisation grand public sur le sexisme, les stéréotypes de genre, les violences sexistes et sexuelles et les violences au sein du couple.

Actions de sensibilisations en direction des jeunes sur les stéréotypes, les discriminations, les violences à caractère sexiste et/ou sexuel...

➤ **Accompagner et réparer les victimes : Lieu d'accueil, d'information et d'orientation sur les violences sexistes et sexuelles dans la vie privée, au travail, dans l'espace public**

Cette mission est réalisée par les juristes et les psychologues du CIDFF en fonction des besoins et des attentes des victimes et des témoins. Il s'agit d'entretiens individuels.

➤ **Lieu ressources pour les professionnel·les et les structures : 3 types d'actions**

Entretiens d'information et d'Accompagnement des professionnels.

Actions de sensibilisation ou de formation des professionnels.

Accompagner les structures dans la mise en place de procédures ou d'actions visant à lutter contre les violences sexuelles et sexistes et valoriser le travail partenarial.

Les faits de l'année

- Participation aux 5 réseaux locaux (Ruffécois, Charente Limousine, Sud Charente, Ouest Charente et Grand Angoulême) de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes
- Lieu ressources pour les professionnels dans la mise en œuvre d'action sur les thématiques égalité, stéréotypes de genre, sexisme et violences
- Participation à des réunions de coordination avec le Collectif 8 mars en vue de préparer/harmoniser les actions des différentes associations lors d'évènements spécifiques (8 mars et 25 novembre)

Les chiffres clés 2025

Axe d'intervention	Type d'Action	Total de Personnes (ou actions)	Chiffres Grand Angoulême / QPV
Axe 1 : Prévention et Sensibilisation (Grand Public)	13 Actions spécifiques (ateliers, débats, etc.)	290 personnes	Au moins 120 personnes sur le territoire du Grand-Angoulême
Axe 1 : Prévention et Sensibilisation (Jeunes)	10 Interventions en milieu scolaire et périscolaire	542 élèves	120 élèves sur le territoire du Grand-Angoulême
Axe 2 : Accompagnement des Victimes (Psychologique)	Entretiens réalisés	211 entretiens	
Axe 2 : Accompagnement des Victimes (Juridique)	Entretiens d'information	317 entretiens	50% résident sur le territoire du Grand Angoulême 21% résident en QPV
Axe 3 : Lieu Ressource (Formation Pro.)	10 actions Professionnels sensibilisés ou formés	223 professionnels	108 professionnels sur le territoire du Grand-Angoulême
Axe 3 : Lieu Ressource (Accompagnement Pro.)	Entretiens de soutien aux professionnels	26 entretiens	13 entretiens

Perspectives 2026

Demandes toujours très soutenues sur les trois axes du projet.

Participation au groupe de travail « violences conjugales et infra-familiales » du plan d'action départemental de restauration de la sécurité du quotidien, afin de renforcer la visibilité des dispositifs de prise en charge des violences intra-familiales.

La prévention de la prostitution

En accord avec la loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, le réseau des CIDFF est abolitionniste. Il lutte contre l'asymétrie de genre et vise l'éradication du système prostitutionnel en France.

À ce titre, le CIDFF de la Charente est porteur depuis 4 ans de l'agrément de l'État pour les parcours de sortie de prostitution en Charente et participe aux commissions départementales présidées par Monsieur Le Préfet.

Devant la montée du phénomène de l'exploitation sexuelle des mineur-es, le CIDFF16

s'est donc saisi de cette question, et contribue à un projet porté par sa Fédération Nationale, d'information et de sensibilisation des professionnel-les à l'exploitation sexuelle des jeunes.

De par ses autres activités sur la prévention des violences sexistes et sexuelles, le CIDFF 16 a par ailleurs tissé depuis 40 ans des liens étroits et forts avec les différent-es acteur-ices de son territoire sur cette question : Éducation Nationale, police, gendarmerie, justice, autres associations (France victimes...), acteur-ices de proximité (centres sociaux, maison de santé, centre de santé sexuelle...).

Faits de l'année

Parcours de sortie de prostitution : L'année 2025 a été marquée par une nécessaire réorganisation interne suite à l'absence prolongée, puis au départ, de la référente PSP. Afin de garantir la pérennité de l'action et la qualité de l'accompagnement, le CIDFF a opéré une restructuration de son mode de fonctionnement.

À cet effet, une concertation stratégique a été menée avec la DDFE, la responsable du secteur prévention-insertion du Territoire d'Action Sociale (TAS) et l'assistante sociale référente. Ce travail partenarial a permis de :

- Clarifier les périmètres d'intervention de chaque acteur aux différentes étapes du parcours.
- Optimiser les circuits de communication pour offrir une meilleure visibilité des ressources aux usagers.

- Sécuriser le suivi des dossiers en cours malgré les mouvements de personnel.

Un dossier initié en 2024 pour une personne orientée par le CADA a nécessité un travail de réactualisation. Suite à un défaut de pièces administratives initial, un nouvel accompagnement a été mis en œuvre pour intégrer les évolutions de sa situation. Bien que la Commission Départementale de Lutte contre la Prostitution (CDLP) initialement prévue en novembre 2025 ait été reportée en janvier 2026, un lien étroit a été maintenu avec l'usagère par voie téléphonique afin de l'informer des délais et de sécuriser son parcours.

Clôture et insertion (Parcours 2023-2025) : Une bénéficiaire a finalisé son parcours de 24 mois en avril 2025. Le CIDFF a organisé un relais structuré vers les partenaires de droit commun (assistante sociale de secteur) et les services internes (conseillère emploi).

Prévention de l'exploitation sexuelle des mineur-es :

- 18 jeunes sensibilisé-es lors de « cafés sexos »,
- Animation du groupe de travail de veille et d'acteur-rices pouvant échanger, confronter leurs informations afin d'être plus efficaces dans l'action : Trois rencontres majeures ont eu lieu les 21 janvier, 8 avril et 26 novembre 2025, réunissant à chaque session une vingtaine de professionnels différents. Ces actions ont été menées en partenariat avec Paré Droit d'Enfance (Paris) et LE CRI (Bordeaux).

Perspectives 2026

La dynamique de formation des acteurs locaux reprendra dès le début de l'année prochaine. Une intervention est d'ores et déjà actée auprès des professionnels de Charente Habitat Jeunes, confirmant la volonté du CIDFF de renforcer le repérage précoce auprès des jeunes majeurs.

Poursuite des activités autour de la prévention de l'exploitation sexuelle des mineur-es : le CIDFF continue son travail en tant qu'organisme de veille, de ressources et d'information tant pour les familles que pour les professionnel·les.

La médiation

La médiation familiale vise à restaurer la communication, à préserver des liens entre des membres de la famille. C'est un temps d'écoute, d'échanges et de négociation qui a pour finalité d'apaiser les tensions et de restaurer un lien familial fragilisé dans un espace neutre par le biais de la médiatrice du CIDFF, qui est impartiale et formée. C'est aussi une alternative au recours au juge dans le règlement de litiges parfois difficiles.

Elle peut être volontaire ou proposée par le juge. Dans ce cas, le juge nomme l'un-e des trois opérateur-rices conventionné-es dans le cadre de la prestation de service médiation familiale en Charente : le CIDFF, l'UDAF et l'AEM16.

Certaines situations sont toutefois incompatibles avec cet outil, notamment dans le cas où une forme de violence existerait au sein du couple¹.

Les chiffres clés 2025

178 bénéficiaires d'un entretien d'information sur la médiation en 2025 :

107 d'entre eux ont été orientés par la justice

71 ont assisté à un entretien d'information sur demande volontaire

- Les temps de rencontre avec les autres services du département, initiés par la CAF, sont des temps d'échange très riches et le soutien fort des analyses de pratiques à la fois dans la construction et dans les questionnements quotidiens au service de la posture et de la pratique de la-du médiateur-ice.

Perspectives 2026

Conforter notre activité de médiation familiale et confirmer la réalisation des objectifs impartis par la convention

Travailler sur une communication commune aux trois prestataires de service de médiation familiale.

Intégrer le groupe de travail de la FNCIDFF permettant les échanges entre les services de médiation et leur fonctionnement au sein des CIDFF

Le groupe de paroles pour enfants de parents séparés

L'objectif du « groupe de parole pour enfants de parents séparés ou en cours de séparation » est de permettre aux enfants d'identifier leurs sentiments et de reconnaître leurs émotions (colère, tristesse, culpabilité, agressivité...), de partager ce qu'ils vivent avec d'autres enfants qui sont dans la même situation, d'échanger autour de questions communes pour apprendre à mieux vivre la séparation, de prévenir et/ou lever les conflits de loyauté et de permettre aux parents d'entendre l'expression du ressenti des enfants confrontés à la séparation. Cette expression pourra ensuite être un support à la communication entre parent et enfant.

¹ La médiation et la conciliation sont interdites dans les situations de violences par la convention d'Istanbul (2011) qui a force de loi en droit français. En effet, il est montré qu'en cas de phénomène d'emprise, la personne sous emprise n'a plus son libre choix de décision. Cet élément est rappelé dans le référentiel CAF.

Chaque rencontre vise à permettre aux enfants d'aborder des sujets en lien avec la séparation, via des activités préparées en amont par les animatrices. En réalité, les groupes menés sont plus des ateliers d'expression (sous toutes ses formes), que de simple groupe de parole. En effet, la verbalisation autour de la séparation n'est pas toujours facile et l'expression de leurs ressentis, de leurs émotions et de leurs difficultés peut être plus aisée par le biais d'activités d'expressions créatives.



Les points de l'année

- 1 groupe a eu lieu regroupant 6 enfants de 6 à 10 ans sur 5 séances de novembre à décembre après un premier entretien avec les parents de l'enfant.
- La dernière séance a permis une certaine écoute mutuelle entre les parents et les enfants : d'un côté ont été exposés les souhaits et sollicitations des enfants mais aussi des messages porteurs d'espoir et de sagesse du côté des parents.

Le groupe de parole de parents séparés

Dans un contexte de séparation conjugale, il paraît important de :

- rompre l'isolement lié à la rupture, partager l'expérience vécue, s'enrichir du partage d'expériences des autres participants
- soutenir les parents, en leur permettant de partager leurs expériences, questionnements, difficultés et souffrances, et d'échanger sur leurs vécus respectifs, chacun s'exprimant en son nom et apprenant aussi de l'expérience des autres.
- offrir aux parents un espace sécurisé et confidentiel favorable à une prise de distance leur permettant d'identifier leurs préoccupations personnelles et parentales du quotidien.
- Interroger les places et rôle de chacun dans cette situation vécue
- Transmettre des clés de communication
- Savoir soutenir les enfants lors de la séparation
- Se préparer à l'avenir et aux étapes futures

Perspectives 2026

Poursuite de cette action avec à nouveau proposition d'un groupe de parole pour les parents séparés

Le Point d'Écoute Psychologique

L'objectif de ce dispositif est de proposer des temps d'accueil, d'écoute et d'échanges, de favoriser la verbalisation de la souffrance, et de contribuer ainsi au mieux-être de la personne. C'est un dispositif développé par la majorité des CIDFF de la région Nouvelle Aquitaine et porté par la FRCIDFF:

Cet accueil est gratuit pour les bénéficiaires. Les échanges se font dans un lieu neutre et en toute confidentialité. Chaque personne est accueillie, entendue sans jugement et accompagnée à sa demande pendant quelques rendez-vous.

L'orientation vers d'autres dispositifs existants et qui offrent une réponse plus adéquate et/ou complémentaire peut être envisagée.

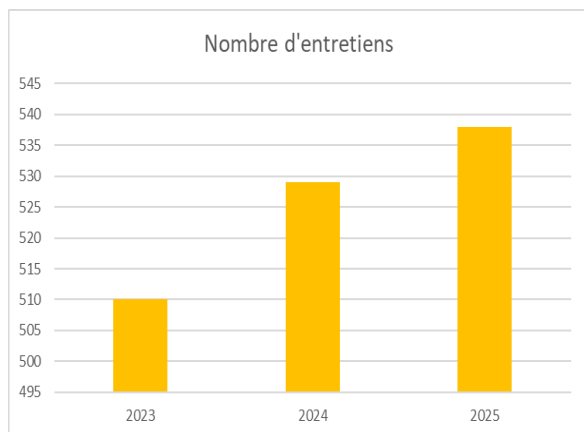
Plus particulièrement il s'agit de :

- Faciliter l'accessibilité à l'écoute psychologique aux populations précaires.
- Poursuivre et conforter les partenariats de proximité avec des structures sociales et ou sanitaires, s'inscrire dans une politique territoriale globale de santé mentale.
- Être identifié comme une structure relais de prévention.

Le Point d'Écoute Psychologique est ouvert 5 jours par semaine à Angoulême (avec une permanence à Famili'Bulle) et une fois par mois au sein des locaux du centre social de Mansle. L'accueil se fait sur rendez-vous et a pour objectif d'offrir une écoute avec une éventuelle réorientation sur les dispositifs de droit commun.

Les chiffres de l'année

- 189 personnes ont été rencontrées en 2025 (221 en 2024 ; 193 en 2023) : 167 femmes, 22 hommes et 0 personnes transgenres



Les problématiques soulevées par les personnes

43 % des situations : une situation de violences (actuelles ou passées) : violences intrafamiliales et/ou au sein du couple, violences sexistes et sexuelles, violences au travail.

57 % des situations : des difficultés dans l'exercice de la parentalité, des difficultés liées à des problèmes relationnels au sein du couple ou ex-couple, des difficultés psychologiques liées à d'autres problématiques : mal-être, isolement, perte d'emploi, difficultés à retrouver un emploi, troubles d'ordre psychiatrique, deuil...

Perspectives 2026

Un travail de reconstruction de ce projet pour 2027 est mené au sein du réseau des CIDFF de Nouvelle Aquitaine sur l'écriture d'un nouveau projet correspondant aux attentes de notre financeur principal l'ARS.

Le PEP'S : Programme de Réussite Éducative d'Angoulême

Le Programme de Réussite Éducative de la ville d'Angoulême vise à donner leur chance aux enfants et aux adolescent-es ne bénéficiant pas d'un environnement social, familial et culturel favorable à leur réussite.

À ce titre, le CIDFF propose la mise en place d'un espace spécifique d'accueil, d'écoute et de soutien psychologique pour les enfants et adolescent-es de 2 à 16 ans résidant dans les quartiers de Basseau, Grande Garenne, Bel Air Grand Font et Ma Campagne ainsi qu'à destination des parents dans une optique de soutien à la parentalité.

Les objectifs de cette action sont :

- d'établir une pré-évaluation psychologique des enfants ou des adolescent-es du PRE, orienté-es par les équipes pluridisciplinaires vers une veille éducative ou un parcours contractualisé du programme.
- de permettre à la-au jeune de mettre en mots les difficultés qu'il rencontre et la souffrance psychique qu'il vit pour pouvoir l'élaborer, repérer les soutiens possibles pour accéder à un mieux-être.
- de proposer un espace neutre et bienveillant, indépendant de son milieu familial, amical ou scolaire, pour soutenir le-la jeune dans une expression plus libre de ses ressentis, questionnements, souffrances et permettre ainsi un réel cheminement.
- de soutenir les équipes de réussite éducative grâce à la participation de la psychologue sur des temps prédéfinis.
- de développer un axe autour de la parentalité par l'accueil du ou des parent-s sans la présence de l'enfant dans une optique de soutien « aider le-s parent-s pour qu'il-s-elle-s puisse-nt aider son-leur enfant ».

Les chiffres de l'année

- 13 enfants ont été orientés (dont 4 en fin d'année), 6 ont été rencontrés
- 40 entretiens
- 2 équipes de Réussite Éducative et 2 temps de rencontres interprofessionnelles.

Perspectives 2026

Poursuite du partenariat

Le soutien à la parentalité

En Charente, le CIDFF s'attache à promouvoir l'égalité parentale au sein des familles en favorisant l'exercice de la coparentalité avant et après la séparation du couple, en accompagnant les pères à s'investir dans la vie familiale et l'éducation des enfants, en confortant chaque membre du couple dans ses propres compétences à assumer sa fonction de parent, en facilitant l'articulation des temps, le partage des tâches et de la charge mentale, en soutenant les relations parents-enfants, en soutenant les parents confrontés à des fragilités spécifiques comme le handicap d'un parent ou d'un-e enfant, en promouvant la lutte contre les stéréotypes de genre et les répartitions des rôles dès le plus jeune âge.

3 propositions existent : les entretiens individuels avec une psychologue, les approches collectives avec les ateliers parents, et enfin pour prendre du recul ou apaiser une situation la médiation familiale.

Les ateliers parents



Le choix des thématiques abordées dans les ateliers de parents a été réalisé en fonction des demandes des parents, relayées par les professionnel.le.s des structures partenaires (par le biais de questionnaires et/ou d'échanges directs avec les parents). Les thématiques les plus fréquemment abordées, suite à la demande des parents et/ou des professionnel.le.s sont « L'usage des écrans chez les tout-petits » et « Les conflits au sein de la fratrie ou de la famille ». De nouvelles thématiques apparaissent dans les demandes, telles que « Le harcèlement », et parfois plus précisément « Le harcèlement scolaire », ou encore « L'épuisement parental ». D'autres thématiques plus transversales et intemporelles ont été abordées dans ces ateliers, comme « Les besoins fondamentaux du jeune enfant », « Éduquer une fille/un garçon », « Les relations dans la fratrie », « Les conflits intra-familiaux » ou « Comment parler de vie affective et de sexualité avec son enfant » ...

Les chiffres clés 2025

- 9 ateliers
- 3 Ateliers « nature » : ateliers dans la nature associant les parents et les enfants en partenariat avec Les Jardins d'Isis
- 88 adultes, 7 enfants

Perspectives 2026

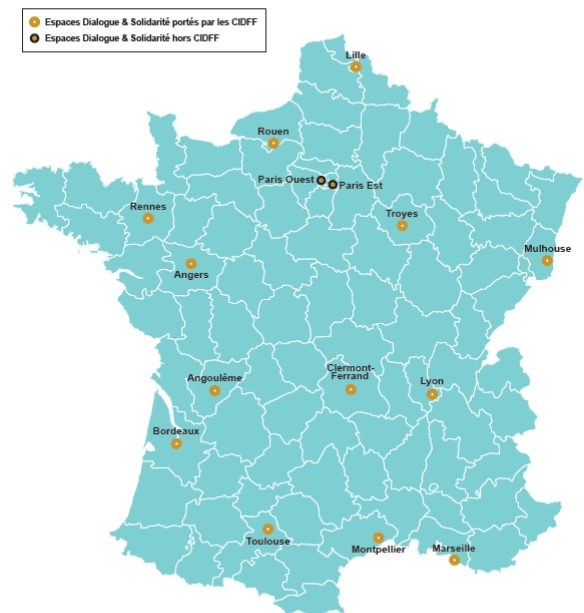
Développement de nouveaux partenariats

Réflexion sur le format des cafés de parents

L'accompagnement au deuil

Espaces Dialogue & Solidarité et le réseau des CIDFF

La mission des antennes Dialogue & Solidarité s'inscrit dans la prévention des risques psycho-sociaux et de la lutte contre l'isolement suite au décès d'un-e conjoint-e, en apportant une écoute et un soutien spécifiques. L'association permet aux personnes de s'exprimer sur leur deuil en toute liberté, favorise l'échange avec d'autres endeuillé-es grâce aux groupes de parole et évite l'isolement en favorisant le lien social de proximité.



FNCiDFF
Fédération nationale des CIDFF

Dialogue
& Solidarité
pour les veuves et les veufs

Chiffres clés de l'année 2025

- 21 réunions de groupe de parole réunissant 21 personnes différentes
- 10 accueils individuels hors groupe de parole
- 8 entrées (5 femmes et 3 hommes) dans les groupes de parole

Faits de l'année 2025

- Café deuil en partenariat avec la médiathèque l'Alpha.
- Une soirée conférence dans l'auditorium et en partenariat avec l'ALPHA Grand Angoulême le 10 juin 2025 « Femmes et deuils »
- Un colloque organisé par Dialogue & Solidarité et le CIDFF 16 le 20 novembre 2025 « Le deuil : de l'enfance au grand âge »
- 2 cafés deuil en partenariat avec l'ALPHA Grand Angoulême : 20 mars 2025 « Veuvage précoce et monoparentalité » / 16 octobre 2025 « La vie c'est mortel : et si on parlait de la mort ? »
- Mise en ligne de la Deuilothèque

Perspectives 2026

Travail sur l'accompagnement du deuil périnatal en partenariat avec l'association Etoile de mer et Famili'Bulle,
Développement des accompagnements en médiation équine.

Vie associative

Une mobilisation au service de la visibilité du CIDFF16

La principale mission des bénévoles consiste à faire connaître les missions du CIDFF16 sur l'ensemble du territoire charentais.

La préparation des actions bénévoles et les échanges militants se sont déroulés dans le cadre du CaféBéné, organisé chaque mercredi dans les locaux de l'association sur la base du volontariat. Ce rendez-vous régulier et souple permet d'assurer la continuité de l'engagement bénévole tout en favorisant les rencontres et les échanges avec les salariées du CIDFF16.

Participation aux événements et partenariat

Semaine du LISA en lien avec le 8 mars, journée internationale des droits des femmes

Des portraits de femmes exceptionnelles et de trois hommes engagés pour la cause des femmes, ont été réalisés par des étudiant(e)s et exposés dans le lycée. Chaque portrait était accompagné d'un texte évoquant le combat de ces personnalités et d'une réflexion personnelle du peintre.

En complément les bénévoles du CIDFF16 ont proposé :

- une exposition de timbres valorisant des femmes remarquables, dont l'œuvre et l'engagement ont marqué l'histoire des femmes.
- l'intervention d'un membre de l'association philatélique de la Charente, pour expliquer toute la chaîne de fabrication et d'émission d'un timbre. Ce dernier a montré qu'à ce jour, très peu de femmes ont été timbrifiées.
- une animation par un stand sollicitant l'attention et la participation des lycéens à des jeux de réflexion sur l'égalité fille/garçon.

À la suite de cette semaine, un nouveau projet avait été envisagé en décembre, avec des lycéens polonais, dans le cadre d'un échange Erasmus, afin de leur faire découvrir une association de défense des droits des femmes à travers le CIDFF16 et l'évolution des droits des femmes en France. Pour des raisons matérielles, ce projet n'a pas pu aboutir.

Rencontres à l'AFPA

Des rencontres régulières, cette année en juin et décembre, avec le personnel de l'AFPA lors de leurs journées portes ouvertes permettent d'informer les futurs stagiaires sur les aides que peut apporter le CIDFF16, en particulier dans le domaine juridique.

Semaine des familles de la Communauté de communes Lavalette-Tude-Dronne

Le 24 octobre, les bénévoles invitées par le centre social « L'oison » ont organisé un stand à Chalais dans le cadre d'un spectacle pour enfants de "la Semaine des familles"

"Nous descendons d'Olympe" organisé par la MJC Mosaïque

Le 15 novembre, la participation à cette manifestation, à laquelle le CIDFF16 s'associe chaque année, a consisté à animer un ciné-débat à partir du film "La Domination masculine "

"Mois de l'Égalité" organisé par le CCAS "Le Colibri " de La Couronne

Le 28 novembre, bénévoles et professionnelle du CIDFF16 ont animé un débat ayant pour thème "Le consentement est-il toujours féminin ?"

Rencontre avec les fondations

Le 27 novembre, des bénévoles ont assisté à la journée organisée par la Région Nouvelle-Aquitaine intitulée "À la rencontre des fondations", destinée à expliquer les critères et les démarches à respecter par les associations pour optimiser leurs chances d'obtenir le financement d'un projet.

Participation à la sensibilisation des scolaires sur l'égalité femmes-hommes

Interventions en école primaire

En janvier, un binôme bénévole-salariée est intervenu à l'école primaire de Saint-Séverin à la demande des enseignants. Les séances ont essentiellement porté sur les notions de consentement et de respect des différences.

Interventions dans les collèges

Entre janvier et mars, des interventions ont été menées auprès d'élèves de 4e et de 3e dans les collèges : Les séances ont porté sur les stéréotypes de genre présents dans l'environnement quotidien des adolescents ainsi que sur les violences sexistes dans les relations entre filles et garçons.

Interventions dans les lycées professionnels

Les échanges ont abordé les stéréotypes de genre et les violences sexistes, tout en intégrant un travail spécifique sur les expériences vécues en stage. Cette réflexion était particulièrement nécessaire dans des filières souvent marquées par une forte segmentation des métiers selon le genre.

Perspectives 2026

Les bénévoles souhaitent poursuivre leur engagement autour de plusieurs axes prioritaires :

- la sensibilisation des publics scolaires ;
- l'accueil et l'intégration de nouvelles et nouveaux bénévoles ;
- le développement des partenariats associatifs et institutionnels sur le territoire ;
- les actions menées à l'occasion du 8 mars.

Aperçu du 8 mars 2026 et de son prolongement

Dès septembre 2025, Le CIDFF16 a souhaité organiser à l'occasion du 8 mars 2026, et en partenariat avec la salle de spectacles "Les Carmes", un événement sur le territoire de La Rochefoucauld-Porte du Périgord intitulé « 8 mars, une journée ? On prend la semaine ». Les acteurs locaux ont été partie prenante dans ces 4 jours dont le point d'orgue a été le spectacle "La Part égale", proposé par Chloé Martin de la Compagnie des Dames.

Du consensus autour de cette manifestation est née la perspective du 8 mars 2027 qui pourrait s'intituler « les Rendez-vous du Super 8 ». Ce projet s'articulerait autour d'un fil rouge temporel fort car du 8 mars 2027 au 8 mars 2028, chaque 8 du mois serait rythmé par un événement dédié à la mixité et à l'égalité.

L'intention des bénévoles du CIDFF16 est, ici, d'intégrer des partenaires issus de milieux divers et répartis sur l'ensemble du département (en milieu urbain et rural) et de permettre ainsi d'extraire la question de l'égalité femmes-hommes des cercles de militants habituels pour l'amener là où les citoyens se trouvent au quotidien.

Organigramme de l'association



ORGANIGRAMME 2026

BUREAU

Présidente : Évelyne VIDEAU
Trésorière : Marie-Jo LAROZE
Secrétaire : Marie-Claire JOLLIVET
Luce MAGNANT

VIE QUOTIDIENNE ET RELATIONNELLE

Charlotte BONET
Psychologue
c.bonet@cidff16.org

Virginie LAMBROT
Psychologue
v.lambrot@cidff16.org

Virginie LE GALLOU
Médiatrice Familiale
mediation@cidff16.org

Violette LOYER
Conseillère Conjugale et Familiale
v.loyer@cidff16.org

DIRECTION

Pauline TAMISIER
direction@cidff16.org
06.56.67.84.34

PÔLE ADMINISTRATIF

Itziar GAMIOCHIPI
Assistante de gestion - comptabilité
gestion@cidff16.org

Jessica CORDOBA
Secrétaire chargée d'accueil
secretariat@cidff16.org

INFORMATION JURIDIQUE

Orlane RICOU
Juriste
o.ricou@cidff16.org

Stéphanie MOREAU
Juriste
s.moreau@cidff16.org

EMPLOI INSERTION

Valérie ROBLET
Conseillère Emploi Formation
v.roblet@cidff16.org

Linda SOULARD
Conseillère Emploi Formation
l.soulard@cidff16.org

Caroline RODIER
Conseillère Emploi Formation
c.rodier@cidff16.org

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES

Stéphanie MOREAU
Juriste
s.moreau@cidff16.org

Virginie LAMBROT
Psychologue
v.lambrot@cidff16.org

Charlotte BONET
Psychologue
c.bonet@cidff16.org

Violette LOYER
Conseillère Conjugale et Familiale
v.loyer@cidff16.org

Pour conclure... avec nos bénéficiaires

Nous sommes extrêmement reconnaissants pour votre soutien et votre compréhension. On vous remercie sincèrement pour l'aide, et on n'oubliera jamais tout ce que vous avez fait pour nous. Avec toute notre gratitude

Professionnel et à l'écoute, un accueil chaleureux et empathique que ce soit avec les secrétaires comme avec le reste des professionnelles.

Je tiens encore à vous remercier pour votre accueil chaleureux, votre compréhension et votre empathie à mon égard qui m'ont énormément touchée.

La manifestation Rencontres Égalité homme / femme vient de prendre fin après deux semaines d'animations, de partages et d'émotions. La ville de Cognac vous remercie pour votre engagement et votre soutien.

Encore merci pour votre intervention toujours très qualitative ! » Conseil départemental de la Charente

Aujourd'hui je le dis souvent le CIDFF m'a sauvée, grâce à eux j'ai trouvé la force en moi de faire face à mon passé douloureux, ce qui m'a permis de me sentir mieux et de m'ouvrir à la vie. J'ai ainsi pu retrouver un travail, un lien social et de nouvelles amitiés qui me sont plus que bénéfique.

En ce lieu, vous avez des réponses claires et précises et surtout on vous croit.

Je remercie à nouveau le CIDFF pour la qualité de cette intervention. » France Travail Ruffec

Rapports financiers



COMPTE DE RESULTAT 2025

CHARGES	Montant en €	PRODUITS	Montant en €
Total des charges d'exploitation	529 282,72 €	Total des produits d'exploitation	500 262,05 €
Autres achats et charges externes	79 460,87 €	Vente de biens et services	54 723,76 €
Achats	7 671,78 €	Concours publics et subventions	414 975,25 €
Frais de gestion VAE	548,84 €	DRDFE	139 333,00 €
Electricité / eau	3 176,09 €	FIPD	10 000,00 €
Fournitures administratives	2 614,11 €	MINISTERE JUSTICE	4 150,00 €
Fournitures autres	1 332,74 €	ARS	6 500,00 €
Services extérieurs	27 110,21 €	CONSEIL REGIONAL	28 300,00 €
Location / loyer	16 764,49 €	CONSEIL DEPARTEMENTAL	37 541,00 €
Locations mobilières	3 802,81 €	GRAND-ANGOULEME	52 500,00 €
Entretien et réparations	3 629,37 €	ANGOULEME	4 000,00 €
Assurances	2 900,64 €	COMMUNAUTE DES 4B	1 000,00 €
Documentation	12,90 €	ANGOULEME PV	2 000,00 €
Prestation de service	- €	LA COURONNE PV	2 000,00 €
Autres services extérieurs	44 678,88 €	FSE / DEPARTEMENT	25 500,00 €
Honoraires - Personnel intermédiaire	13 791,88 €	CAF	53 566,00 €
Rémunérations d'intermédiaires	12 095,00 €	MSA	1 683,00 €
Publicité	3 115,97 €		
Déplacements, missions	10 274,62 €	FONDATION PFG	8 000,00 €
Reception	791,14 €	FONDATION OCIRP	22 440,00 €
Frais postaux	528,20 €	FONDATION DES FEMMES	15 000,00 €
Frais de téléphonie	3 325,30 €		
Services bancaires, autres	756,77 €	QUOTE PART SUBV INV VIREE AU RESULTAT	1 462,25 €
Impôts et taxes	11 703,00 €	Ressources générosité du public	4 176,00 €
Part employeurs a la formation	4 968,00 €	Cotisations	200,00 €
Taxes sur les salaires	4 992,00 €	Autres produits d'exploitation	26 187,04 €
Taxes foncieres	1 743,00 €	Reprise provisions pour risques	22 751,15 €
Charges de Personnel	301 246,63 €	Report des ressources non utilisés	3 000,00 €
Rémunérations des personnels	301 037,74 €	Produits divers de gestion courante	435,89 €
Congés payés	- 2 861,67 €		
Autres	3 070,56 €		
Cotisations sociales	112 622,70 €		
Dotation aux amortissements	2 316,04 €		
Dotation aux provisions	15 345,12 €		
Reports en fonds dédiés	4 000,00 €		
Autres charges	2 588,36 €		
Résultat d'exploitation	-		29 020,67 €
Total produits financier			127,04 €
Total des charges financières			468,42 €
Résultat financier			341,38 €
Résultat courant avant impôts			29 362,05 €
Produits exceptionnels			- €
Charges exceptionnelles			- €
Excédent ou déficit de l'exercice			29 362,05 €
Contributions Volontaires			
Bénévolat reçu	36 448,65 €	870 - Bénévolat	36 448,65 €
MAD salles	5 503,00 €	MAD salles	5 503,00 €
TOTAL CONTRIBUTIONS	41 951,65 €	TOTAL	41 951,65 €

Financeurs



Direction générale de la cohésion sociale



Cofinancé par l'Union européenne

